

Palestine

Solidarité

75

janvier 2021 | 3 €

Dans ce numéro

- 2 ET 3 CHRONIQUE ORDINAIRE** de l'occupation
- 4 AVEC LA DÉFAITE DE TRUMP,** c'est Netanyahu qui se prend une claque
- 5 LES « LOBBY DAYS »** 2020 avec la CECP, malgré tout
- 6 OCTOBRE 2020 :** une récolte des olives coupée du monde
- 8 MAIS QUE VEUT DIRE FAZ3A ?**
- 9 FICHE formation**
- 11 PRÉPARER la relève**
- 12 CONFÉRENCES** et webinars
- 14 UN APERÇU DE JÉRUSALEM** dans le régime d'apartheid israélien
- 15 À SILWAN,** résistance et solidarité
- 19 MÊME CONFINÉE,** la culture palestinienne reste vivante
- 20 LE CHŒUR AMWAJ** en perspective
- 21 LA CULTURE RESTE VIVANTE** aussi ailleurs qu'en Palestine
- 22 ÉCHOS DES RÉUNIONS DU CONSEIL NATIONAL** de novembre et de décembre
- 22 ÉLECTIONS AU CONSEIL NATIONAL** – 7 décembre 2020
- 23 CATHERINE DESSANE** nous a quittés
- 23 Hommage à SIMONE DE BOLLARDIÈRE**

Après Trump, la lutte continue...

En ce début d'année 2021, nous allons enfin être débarrassés de Donald Trump. Ce coup d'arrêt porté au suprématisme, au mensonge et au cynisme politique est avant tout le résultat d'une mobilisation de la société civile aux États-Unis, qui a repris le combat contre les discriminations et pour une société plus juste. C'est un succès qu'il ne faut pas sous-estimer, de même qu'il faut souligner la progression dans la société américaine de la défense des droits du peuple palestinien.

Mais le souvenir des deux mandats de Barak Obama, qui n'a finalement apporté aux Palestiniens qu'une négociation sans principe et vouée à l'échec, reste trop vif pour que nous puissions faire confiance à la nouvelle administration états-unienne. Au-delà de quelques gestes symboliques qui auront leur importance, comme le rétablissement d'une représentation palestinienne à Washington et le financement de l'Unrwa, ce seront souvent d'autres enjeux stratégiques qui seront mis en avant et c'est l'intérêt des États-Unis qui primera. La mobilisation de la société civile, partout dans le monde, restera déterminante.

Les Palestiniens, eux, subissent toujours la colonisation, l'occupation, les destructions, l'emprisonnement, l'exil, le déni de leurs droits, le blocus et l'apartheid. À cela s'ajoute l'épidémie de Covid-19 qui prend des proportions toujours plus inquiétantes. Ils résistent pied à pied sur le terrain, et nous les soutenons de toutes nos forces. Et il y a peu à attendre des nouvelles élections israéliennes, tant la société juive israélienne a glissé vers l'extrême droite fascisante.

L'inaction n'est plus supportable et rien ne changera sans des actes forts. La France, les autres États européens, l'Union européenne, doivent enfin prendre des initiatives concrètes pour que cessent ces violations du droit; ils doivent sans attendre interdire les produits des colonies, mettre fin à toute coopération militaire et sécuritaire avec l'État d'Israël,

et aller vers la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.

Il est tout aussi important que les responsables politiques palestiniens poursuivent le chemin qu'ils ont entrepris vers l'unité et le renouvellement démocratique de leurs instances dirigeantes. Les résultats de l'élection américaine n'atténuent en rien l'importance et l'urgence de cette démarche.

C'est dans ce contexte et en pleine pandémie que l'AFPS devait tenir son congrès en novembre. Nous avons réussi malgré le confinement à renouveler nos instances nationales, tout en reportant à une date ultérieure l'indispensable débat de fond. Le nouveau Conseil national de 50 membres s'est réuni une première fois à distance le 12 décembre et m'a élu comme président pour un nouveau mandat : j'en mesure toute la responsabilité dans la période que nous vivons. Le 9 janvier, le Conseil national élira le nouveau Bureau national et mettra en place les groupes de travail. C'est un nouveau mandat qui commence, avec une énergie renouvelée.

Comme nous l'avons fait depuis le début de la pandémie, nous continuerons à travailler et nous réunir à distance, à organiser et impulser nos campagnes, à agir auprès des élus et du pouvoir politique. Beaucoup de groupes locaux ont réussi à mener des actions sur le terrain, et nous avons la volonté de les soutenir partout où ils en ont besoin.

Lorsque nous défendons les droits du peuple palestinien, nous savons que nous luttons aussi pour nos valeurs les plus profondes, menacées par le suprématisme et le déni du droit. C'est avec cette conviction que je vous souhaite à toutes et tous une très bonne année 2021, avec tout le bonheur possible malgré les circonstances que nous vivons, et une volonté toujours renouvelée dans notre combat commun.

Bertrand Heilbronn, 30 décembre 2020

GAZA

OU L'URGENCE PERMANENTE

Rapport après rapport, le système de colonisation et d'apartheid imposé par Israël depuis 13 ans à Gaza ne cesse d'être désigné comme un mécanisme systématique de démolition de toutes les structures de la société.

L'épidémie de Covid-19 ne fait qu'alourdir les conséquences dramatiques de cet état de fait. Mais la situation à Gaza est telle qu'il ne s'agit plus seulement de fournir des kits de dépistage ou du matériel médical; il faut saisir cette occasion pour préconiser, à l'instar d'Al-Haq, des interventions structurelles. Les États tiers devraient se concerter pour, non seulement soutenir le système de santé palestinien mais aussi s'attaquer aux causes profondes de l'oppression palestinienne. Autrement dit, adopter des mesures efficaces pour mettre fin à l'occupation prolongée, à la colonisation et au régime d'apartheid d'Israël sur le peuple palestinien.

Dans sa dernière publication de décembre 2020, Al-Haq, l'organisation palestinienne de défense des droits, dénonce « une négligence délibérée » de l'État d'Israël, négligence dont l'arme la plus connue reste la confiscation du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien. Or cet empêchement n'a pas seulement des conséquences politiques, mais aussi économiques et sociales. C'est ce qu'illustre le dernier rapport de la CNUCED, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement publié en novembre 2020, et intitulé *Coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : La bande de Gaza sous le bouclage et les restrictions*. Selon les experts onusiens, le taux de pauvreté à Gaza en 2017 aurait pu être de 15 %, soit un peu plus du quart des 56 % actuels, s'il n'y avait eu ni bouclage, ni opérations militaires.

Gaza enregistre l'un des taux de chômage les plus élevés au monde et plus de la moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. L'épidémie de Covid-19 a notamment fait exploser le taux de chômage des femmes, en majorité employées dans des activités culinaires ou

scolaires, lourdement impactées par les mesures de confinement. Une situation tragique pour des milliers de familles dont la mère est le principal gagne-pain, le taux de chômage des hommes avoisinant les 45 % dans la Bande.

Le coût économique cumulé de l'occupation israélienne, du seul fait du bouclage prolongé et des opérations militaires à Gaza, pendant la période 2007-2018 est estimé à 16,7 milliards de dollars, selon la CNUCED. Une estimation qui ne prend pas en compte les autres coûts de l'occupation israélienne, tels que l'impact économique lié au fait d'empêcher le peuple palestinien d'exploiter son gisement de gaz naturel au large des côtes de Gaza. Le gouvernement palestinien devrait être autorisé à développer ces ressources en pétrole et en gaz naturel, cela permettrait d'obtenir les fonds nécessaires à la réhabilitation, à la reconstruction et à la relance de l'économie régionale de Gaza, ce qui stimulerait considérablement l'économie et améliorerait la situation financière de l'Autorité nationale palestinienne. Car plus le temps passe, plus il sera coûteux de remettre Gaza sur la voie du développement : le coût annuel pour sortir les gens de la pauvreté a quadruplé en une dizaine d'années, passant de 209 millions de dollars à 838 millions de dollars.

Sans intervention de la communauté internationale, Gaza continuera d'être ce laboratoire de la privation de liberté dont les habitants sont soumis à une double peine, celle d'une occupation sans que cette même occupation ne soit reconnue. Ainsi, la puissance occupante peut continuer de se soustraire à ses obligations édictées dans la IV^e Convention de Genève qui stipule notamment que, « dans toute la mesure de ses moyens, la puissance occupante a le devoir d'assurer des conditions satisfaisantes d'hygiène et de santé publique, ainsi que d'approvisionner en vivres la population sous occupation et de lui dispenser les soins médicaux nécessaires. »

Emmanuelle Morau

EFFACER L'IDENTITÉ PALESTINIENNE DE JERUSALEM

Judaïsons, judaïsons, les Arabes partiront!

Dans Jérusalem-Est illégalement annexée et occupée, les autorités municipales israéliennes s'emploient à éliminer et effacer l'identité palestinienne de la ville*. Comment? Les moyens sont nombreux :

De façon violente, en procédant à un nettoyage ethnique : démolitions de maisons, expulsions d'habitants palestiniens et installations de colons sous divers prétextes... mais aussi de façon plus insidieuse, en judaïsant les noms de rues, de places...

L'une des cibles est la plus ancienne porte d'accès à la Vieille Ville, Bab al-Amud, appelée aussi porte de Damas. De vastes marches en amphithéâtre descendent jusqu'à la porte. Lieu populaire et très animé où il faisait bon autrefois s'asseoir et regarder le va-et-vient quotidien de toute une population laborieuse, de croyants des trois religions monothéistes, de touristes et pèlerins de toutes nationalités, vaquant à leurs affaires. On pouvait acheter là des boules de

ce fromage blanc et dur typiquement palestinien, de la sauge fraîche pour le thé et autres plantes aromatiques, aux petites productrices. À présent des postes de contrôle israéliens ont été érigés, tenus par des militaires lourdement armés.

En octobre dernier, la municipalité de Jérusalem a donné aux marches les noms de deux soldates israéliennes tuées lors d'affrontements avec des Palestiniens : « Marches de Hadar et Hadas ». De nombreux Palestiniens ont été tués sur ces marches par les forces israéliennes ces dernières années à Bab al-Amud. Point de plaque pour eux. La rue Sultan Suleiman qui surplombe les marches est devenue la « Rue des Héroïnes »! Cynisme et arrogance, le Al-Qods des Palestiniens est devenu Yerusalaim – le nom hébreu - en caractères arabes!

* Ce qui a été réalisé à Jérusalem-Ouest par les milices juives, lors du nettoyage ethnique de fin avril 1948

FL

AU NOM DE LA LOI SUR L'ÉTAT-NATION

Israël, le pays où l'apartheid est devenu le droit

À Karmiel en Galilée, en raison du « caractère juif de la ville » les enfants palestiniens d'Israël n'ont pas droit à un enseignement en langue arabe, ils n'ont pas droit non plus à la gratuité des transports scolaires pour se rendre à la ville voisine de Rameh où existe une école arabophone. Bien que la loi israélienne sur l'Éducation oblige les municipalités à payer les transports scolaires pour les écoliers de leur commune et la scolarité étant obligatoire.

Mais Karmiel a été créé en 1964 sur des terres confisquées aux villages arabes voisins, « pour renforcer l'implantation des Juifs en Galilée » ...

La famille des enfants ayant porté l'affaire devant un tribunal, le juge lui a donné tort, en s'appuyant sur l'article 7 de la loi sur l'État-nation, il précise : « Karmiel est une ville juive destinée à étayer la présence juive en Galilée ». La création d'une école en langue arabe... [et] le financement du transport scolaire pour des élèves arabes, pour tous ceux qui en ont besoin où que ce soit, pourraient modifier l'équilibre démographique de la localité et porter atteinte à son identité ».

On ne peut dire plus clairement que les citoyens palestiniens d'Israël n'ont pas leur place dans « la seule démocratie du Moyen-Orient ».

FL

Avec la défaite de Trump, c'est Netanyahu qui se prend une claque

On l'oublie parfois, mais l'allié principal de l'État d'Israël a longtemps été la France, à tel point que l'Ambassadeur de France à Tel Aviv participait aux réunions du cabinet israélien à la veille de l'agression franco-britannico-israélienne contre l'Égypte, en 1956.

Ce n'est que dans les années soixante que Washington a remplacé Paris, et qu'entre les deux pays s'est forgée une alliance stratégique qui est depuis 1967 au cœur de la politique moyen-orientale des États-Unis, et sert par ailleurs de bouclier existentiel pour l'État hébreu, en termes militaires autant que politico-diplomatiques. Puissance globale d'une part, minipuissance régionale de l'autre, liées par des intérêts stratégiques communs : Israël n'est pas une marionnette des États-Unis et ces derniers ne sont pas manipulés par un soi-disant lobby pro israélien. L'alliance entre les deux États est cimentée par une stratégie globale commune et des décennies de collaboration qui dépassent de loin les divergences apparues à certaines occasions entre les gouvernements (George Bush/Shamir, Obama/Netanyahu).

Démocrates ou Républicains d'une part, Likoud ou Travailleurs de l'autre, l'alliance stratégique entre Israël et les États-Unis est le pivot des initiatives militaires, diplomatiques et politiques des deux États. Les intérêts globaux de la grande puissance étatsunienne délimitent par ailleurs les capacités d'initiatives de son allié local qui se doit de les prendre en considération dans la mise en œuvre de ses objectifs spécifiques, en particulier la colonisation. En ce sens, la crise entre Bush (senior) et Shamir⁽¹⁾ lors de la première guerre du Golfe est emblématique : dans sa volonté de construire une « grande coalition » contre Saddam, Bush s'était engagé devant ses alliés arabes à un gel israélien de la colonisation ; Shamir a refusé les 10 milliards de dollars de prêt bancaire que Bush lui offrait en échange d'un tel gel. Ce refus a été fatal pour Shamir qui a dû céder sa place à Yitzhak Rabin⁽²⁾, après des élections dans lesquelles les dollars américains ont été déterminants.

Avec Donald Trump, le gouvernement israélien n'aura pas eu ce genre de problème. Dans son ignorance crasse des réalités régionales, entre autres, et sa politique de bouledogue, il s'est volontairement laissé dicter sa diplomatie

moyen-orientale par Benjamin Netanyahu : transfert de l'ambassade US à Jérusalem, reconnaissance de l'annexion du Golan syrien, rupture avec la politique traditionnelle des États-Unis contre toute forme d'annexion, tension avec la Jordanie autour de la vallée du Jourdain. Pour l'extrême droite israélienne ça a été quatre ans de fête. Netanyahu n'a pas été ingrat, et a multiplié les signes d'amitié « personnelle et unique » avec le Président américain et ses partisans, évangélistes entre autres, de l'extrême droite républicaine.

La relation fusionnelle entre Netanyahu et Trump a marqué une rupture dans la politique traditionnellement bipartisane de l'État d'Israël envers les États-Unis. Elle a par ailleurs été mal vue par les diplomates du Secrétariat d'État, plus subtils et mieux informés que leur Président, et soucieux des intérêts multiples et parfois contradictoires des États-Unis au Moyen-Orient, qui ne peuvent pas s'ajuster en permanence aux intérêts de l'extrême droite israélienne et à sa politique de colonisation et d'annexion.

La défaite de Trump est un coup de poing dans la figure de Netanyahu, qui s'est entièrement identifié au plus mauvais Président qu'ont eu les États-Unis depuis avant le *New Deal*. Comme le disent les Américains, « il a misé sur le mauvais cheval ». Certes, Joe Biden est un ami d'Israël, et il n'a nullement l'intention de remettre en question les liens stratégiques entre les deux pays. Mais la relation fusionnelle entre le gouvernement israélien et Trump, et l'instrumentalisation qu'en a faite le candidat républicain dans sa campagne électorale se paieront, et à plusieurs niveaux.

La première implication concerne le Parti Démocrate, et en particulier sa jeunesse et son aile gauche, dont le poids a été déterminant dans la victoire de Biden : la haine envers Trump ne peut pas ne pas déteindre sur Israël. D'autant plus que l'inconditionnalité envers Israël – « jeune État né des cendres d'Auschwitz » – n'est plus ce qu'elle était dans les trois premières décennies de l'État hébreu.

La seconde, qui se fera sentir dans une dizaine d'années

au plus, est l'affaiblissement, confirmé par tous les sondages, de l'intérêt de la jeunesse juive envers Israël, et l'engagement d'une partie, minoritaire mais non négligeable, de cette jeunesse, en particulier sur les campus, dans le soutien aux droits des Palestiniens. Dans moins d'une génération cette jeunesse sera la voix de la communauté juive américaine.

La troisième aura des effets plus immédiats : la grande majorité des Juifs étatsuniens vote démocrate. L'identification Netanyahu-Trump ne leur a pas plu, d'autant qu'ils connaissent de près son entourage ouvertement antisémite. La polarisation de la société américaine, confirmée dans les dernières élections, et l'identification totale du gouvernement israélien avec le pôle droitier représenté par Trump et ses partisans fascistes et évangélistes interpellent la communauté juive, de New York à Los Angeles.

La montée de l'antisémitisme est une préoccupation importante pour les Juifs étatsuniens, et l'indifférence du pouvoir israélien face à ce phénomène, voire sa collusion avec des courants et des régimes (Orban, Bolsonaro) dont

l'antisémitisme fait partie de leur ADN est un autre facteur dans le fossé qui commence à se creuser entre Israël et ceux qui ont été son principal soutien, les institutions juives américaines.

Revenons à l'élection de Joe Biden : il n'a aucunement l'intention d'affaiblir les liens stratégiques qui unissent les USA et Israël. Mais il ne sera pas, à l'inverse de son prédécesseur, le porte-parole de la politique régionale de Netanyahu. C'est un politicien expérimenté dans les questions internationales, entouré d'une jeune équipe qui s'est forgée dans l'anti-trumpisme, à la fois en politique intérieure et dans la gestion des affaires internationales. Le rapprochement avec l'Europe, la signature de traités internationaux rejetés par Donald Trump, et surtout les changements prévisibles des relations avec l'Iran, sont autant de mauvaises nouvelles pour le premier ministre israélien. De quoi nous donner encore plus d'énergie dans nos manifestations de la rue Balfour à Jérusalem. ■

Michel Warchawski

Les « Lobby days » 2020 avec la CECP, malgré tout

Pour nous, il s'agit d'un plaidoyer pour les droits du peuple palestinien et pour des sanctions contre les crimes israéliens et les violations des droits humains : assez de silence et de contradictions, voire de complicité !

Comme tous les ans, mais cette année en visioconférence, l'AFPS participe à cette action au sein de la CECP⁽¹⁾.

LES THÈMES :

- L'application par des textes réglementaires de sanctions aux entreprises européennes parmi les 112 épinglées dans la banque de données de l'ONU (voir PalSol n° 62 et 70) ; une récente résolution adoptée par les commissions des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme du Parlement va dans le bon sens⁽²⁾ ;
- Les financements dans le cadre du programme Horizon Europe d'aide à la recherche d'entreprises israéliennes engagées dans la colonisation et convaincues de violations des droits humains, voire de crimes de guerre comme Elbit Systems et IAE ;
- Les relations coupables de l'UE avec la société israélienne G4S qui assure la sécurité de nombreux bâtiments bruxellois ; le Parlement européen avait décidé en mars 2012 de

rompre ses liens avec G4S en raison de son rôle dans les violations des Droits de l'homme (dont des tortures d'enfants). Mais en 2015, G4S a remporté un contrat de 37 millions d'euros avec la Commission ;

- Le blocus intolérable de Gaza (13 ans), avec cette année des crimes de guerre documentés sur des civils non armés ;
- L'annexion progressive *de facto* de la Cisjordanie sans réactions de l'UE (comme pour Gaza) sinon des appels vains au droit international sans aucune sanction.

Notre objectif : rapporter des faits indéniables et obtenir de nos interlocuteurs des réactions pratiques, interventions, courriers, vœux, questions parlementaires. Un suivi est assuré par des notes d'entretien, des appels téléphoniques et des courriers. ■

Jacques Fröchen

(1) Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine

(2) Elle invite « la Commission et les États membres à surveiller de près les entreprises opérant dans le marché intérieur et celles qui reçoivent des fonds de l'UE qui sont répertoriées dans les rapports ou bases de données des Nations unies sur les activités commerciales liées à une situation de portée internationale, notamment les territoires annexés ou occupés et demande une Commission pour une étude dans la région ».

Octobre 2020 : une récolte des olives coupée du monde

Le mois d'octobre est en Palestine le mois de la récolte des olives. Beaucoup de militant.e.s français.e.s le savent qui depuis bien longtemps s'y rendent chaque année pour prêter main-forte aux agriculteurs afin de tenter d'empêcher les colons de commettre leurs exactions, et pour pouvoir témoigner.



Des militants de Faz3a en pleine cueillette

Cette période est marquée par la violence des colons démultipliée et le harcèlement de l'armée mais c'est surtout une période de résistance. Résister au vol des terres, défendre le droit d'accéder à la terre, de la cultiver et d'en récolter les fruits.

À cause de la pandémie et de l'isolement qu'elle a engendré, les attaques des colons et de l'armée contre les agriculteurs se sont multipliées tout au long de l'année 2020. Le pire était à craindre pour ce mois d'octobre avec l'impossibilité pour les militants étrangers de venir en Palestine.

Les Palestiniens se sont retrouvés seuls face à l'occupant.

C'est dans ce contexte que le Comité de Coordination de la Lutte Populaire (PSCC) a décidé de lancer la campagne *Faz3a* (prononcer Faza'a). Prévue pour durer 2 à 3 semaines cette campagne a duré en fait 30 jours. L'objectif : apporter aide et assistance aux agriculteurs d'un village à l'autre, marquer la présence des Palestiniens sur leur terre.

Il était vital d'aider les agriculteurs pour la cueillette des olives. Il fallait être présent à leurs côtés pour ne pas les laisser seuls face aux attaques des colons. Pendant 30 jours, militants de la résistance populaire et volontaires

ont sillonné la Cisjordanie. Le 7 octobre la campagne a démarré à Huwwara près de Naplouse en présence d'une centaine de personnes. Les jours qui ont suivi de 30 à 40 personnes étaient présentes quotidiennement. Les déplacements se faisaient avec deux bus. Au fur et à mesure, de plus en plus de volontaires étaient présents et les vendredis et samedis il y a eu jusqu'à 200 personnes.

Ils ont travaillé pendant un mois tous les jours. Des districts de Bethléem à Naplouse et Salfit, de Jérusalem aux environs de Ramallah, ils sont allés dans des lieux différents surtout au nord dans le district de Naplouse : Huwwara, Burin, Salfit, Deir Estya, Deir al Hatab, Bidu, Burqa, Atara, N'ileen, Jamaein, Al-Jab'a...



Les colons protégés par l'armée

Qui a participé à la campagne ?

Outre les militants des comités du PSCC de nombreux volontaires ont participé à la campagne.

De différentes origines, ils sont venus de différents endroits, particulièrement des jeunes.

Ces jeunes venaient de toute la Cisjordanie, des villages des environs de Ramallah, de Bethléem mais aussi du mouvement *Youth of Sumud* des collines du sud d'Hébron ; également des étudiants et des militants de Ramallah.

Les organisateurs du PSCC ont eu l'étonnement de voir participer des Palestiniens venus de bien plus loin que d'habitude y compris des Palestiniens des territoires de 48. Ce fut pour eux une grande surprise. Par exemple des militantes d'un groupe de femmes des environs de Haïfa.

Il y avait avec eux quelques Israéliens, très peu nombreux. Non pas que les militants de la résistance populaire palestinienne ne souhaitent pas la présence d'Israélien.ne.s. Ils nous rappellent au contraire qu'ils n'ont pas de problème avec la participation des Israéliens s'ils sont engagés sur la base d'une lutte commune (conjointe), s'ils croient bien aux droits des Palestiniens, dans l'égalité des droits.

Les problèmes liés aux restrictions de mouvement vers la Cisjordanie dues à la pandémie ont forcément été un obstacle à leur présence. Au bout du compte, c'est une dizaine d'Israélien.ne.s qui ont participé pour quelque 200 Palestiniens.ne.s. À noter, rappelons-le, l'absence des « internationaux » pour les raisons de pandémies bien sûr.

Violence des colons – Harcèlement de l'armée

Dès le premier jour les colons étaient au rendez-vous : pas de trêve Covid, bien au contraire ! À Huwwara le 7 octobre les colons ont attaqué les agriculteurs et les volontaires sous la « protection » de l'armée puis ils ont mis le feu aux champs et tiré à balles réelles contre les militants.

Le harcèlement a été permanent : 7 personnes ont été blessées pendant la campagne dont Mohamed Khatib, le président du PSCC. Comme d'autres, il a reçu une pierre sur la tête à Burqa près de Ramallah où les affrontements ont été très durs.

Mohamed Khatib a été également arrêté à la suite des confrontations avec les colons, de même qu'un agriculteur de Deir Istya et Jonathan Pollack, militant anticolonialiste israélien. Tous ont été libérés et ce harcèlement n'aura eu aucun effet sur la détermination de toutes et tous de ne pas se laisser déposséder des terres qu'ils ont toujours cultivées.

Tout au long de ce mois d'octobre, comme à l'accoutumée pourrait-on dire, des voitures de Palestiniens ont été détruites à proximité des champs ou des villages, 300 oliviers ont été coupés ici, d'autres brûlés ailleurs. À Deir Ballut, à l'ouest de Salfit, les colons ont déversé leurs eaux usées sur les oliviers faisant perdre aux agriculteurs leurs ressources.

Première Urgence Internationale signale qu'entre le 1^{er} octobre et le 9 novembre 2020, au moins 120 agriculteurs palestiniens ont été directement attaqués alors qu'ils cueillaient leurs olives.

Sur la même période, plus de 2025 arbres ont été vandalisés. Oxfam et le Consortium pour la Protection de la Cisjordanie (WBPC) ont publié une infographie (à retrouver sur le site web de l'AFPS) pour alerter sur ce phénomène annuel qui met en danger l'économie palestinienne et les moyens de subsistance des civils.

Et après la récolte des olives ?

La dynamique créée autour de la campagne *Faz3a* a été croissante et pour nos ami.e.s de la résistance populaire, il n'était pas question d'en rester là. La récolte terminée; *Faz3a* va continuer.

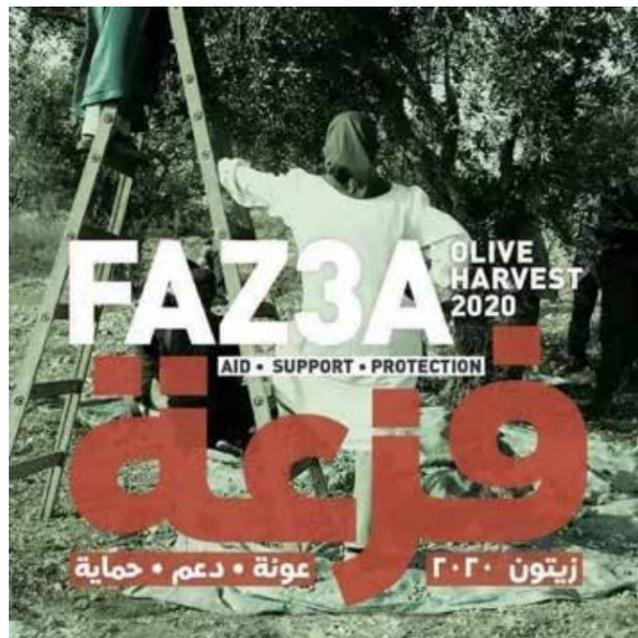
Au-delà de la récolte, c'est le droit à cultiver la terre qui est en jeu, pas seulement la possibilité de s'y rendre deux ou trois jours par an au bon vouloir des colons ou de l'armée. Le reste du temps ces terres sont laissées à l'abandon alors qu'elles ont besoin d'être entretenues tout au long de l'année. Il faut réhabiliter les terres non cultivées autour des colonies, protéger les oliviers. Pour cela les agriculteurs doivent pouvoir se rendre librement sur leurs terres. Un défi pour *Faz3a*.

Les volontaires de *Faz3a* sont également intervenus en urgence par suite de la démolition du village d'une communauté bédouine à Humsa al Foqa dans la vallée du Jourdain. Ils ont aidé à reconstruire des tentes afin d'atténuer les effets de la destruction de l'armée israélienne qui avait laissé sans toit 75 personnes dont 46 enfants. Cela a été possible grâce aux volontaires mais aussi grâce aux dons reçus pour permettre que ces actions se réalisent.

Fin novembre, un nouvel objectif pour les équipes *Faz3a* : reprendre possession du village de Shoshahla situé à 5 kilomètres de Bethléem. Il est situé au pied d'une colline et est entouré de cinq colonies israéliennes : Sidi Bouaz, Eliezer, Efrat, Neve Daniel et Kfar Etzion. Ce village a été évacué sous la menace par Israël dans les années 80 et rasé. L'objectif est donc de rénover les maisons et de permettre aux habitants de vivre à nouveau dans leur village. Quand on connaît ce secteur et qu'on sait l'emprise de la colonisation, on mesure le défi que cela représente.

Le comité du PSCC de Bethléem avait entrepris avec Munther Amira une démarche semblable, soutenue financièrement par l'AFPS, dans un hameau du même secteur. Il s'agissait de réhabiliter les maisons et les bâtiments agricoles des rares familles qui y vivent encore, complètement asphyxiées par les colonies.

Anne Tuailon



Mais que veut dire Faz3a ?

Nous avons demandé à Mohamed Khatib la signification du nom donné à la campagne : Faz3a (prononcer faza'a).

C'est un terme palestinien nous a-t-il expliqué qui fait référence à la résistance aux attaques des milices juives en 1948 contre les villages palestiniens durant la Nakba. Cela signifie aider, soutenir, protéger, venir à la rescousse, un peu comme une alarme, une alerte générale à laquelle chacun répond. « Cela signifie tout ça à la fois : dans un seul mot, il y a plein de significations et c'est un mot traditionnel. C'est *Faz3a* ! Nous l'avons choisi parce qu'on pense qu'il est important de rester en lien avec le passé et l'histoire mais aussi d'être tournés vers l'avenir face aux attaques des colons »

Les opérations de faza'a en 1948 sont gravées dans la mémoire collective palestinienne. Contrairement à 1948, les militants et volontaires de *Faz3a* n'ont pas d'armes mais ils ont détermination, courage et conscience politique.

Besoin de soutien

Mohamed Khatib tient à remercier l'AFPS pour le soutien financier apporté à la campagne *Faz3a*. D'autres organisations du mouvement de solidarité ont bien entendu apporté leur contribution.

Chaque initiative nécessite des fonds. C'est la raison pour laquelle, nous invitons toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à contribuer au soutien aux actions de la résistance populaire à travers les dons effectués à l'AFPS (préciser « soutien à la résistance populaire »)

Émergence et évolution des nationalismes juif et palestinien

De la fin du XIX^e siècle au plan de partage de la Palestine par l'ONU (1947)

Le conflit entre Juifs et Arabes en Palestine est, notamment, une confrontation entre deux nationalismes d'un genre assez commun en Europe aux XIX^e et XX^e siècles. Sa particularité réside dans l'asymétrie entre les deux protagonistes, et surtout dans la nature des deux nationalismes, l'un, de type colonial, importé, à la recherche d'une terre pour s'y implanter, l'autre local pour la défense de sa propre terre.

Cette question sera traitée en deux fiches : la présente évoque l'émergence des deux nationalismes, jusqu'à la date du plan de partage de la Palestine entre un « État juif » et un « État arabe » proposé par l'AG de l'ONU. La seconde résumera l'évolution de ces nationalismes et leur impact sur le conflit jusqu'à aujourd'hui. Elle conclura sur les conditions d'une solution politique de paix.

La situation au tournant des XIX^e et XX^e siècles

Les dernières années du XIX^e sont marquées par le développement de la concurrence entre les différents impérialismes européens qui veulent affirmer leur domination sur la planète, au détriment des populations et des États non européens. Cette confrontation aboutira à la première guerre mondiale.

Un des terrains privilégiés de ces affrontements interimpérialistes est l'Empire ottoman : il subit à la fois les pressions des mouvements nationalistes balkaniques qui amènent la constitution des différents États-nations et les immixtions européennes dans le Proche-Orient arabe. Cet interventionnisme culmine pendant la première guerre mondiale avec les accords Sykes-Picot (1916) qui organisent le partage de cette région entre la France et le Royaume-Uni, accord formalisé par la Société des Nations avec l'établissement des mandats en 1922.

Parallèlement, les puissances impérialistes européennes diffusent de nouvelles techniques de production plus industrialisées et mettent en place des établissements de formation conduisant à une activité intellectuelle, culturelle et politique dynamique. C'est ainsi qu'une bourgeoisie locale se crée et que des mouvements de modernisation se développent, en particulier au cœur de l'Empire : (*Tanzimat*, « réorganisation » – 1838-1876), mais aussi dans ses provinces arabes avec la *Nahda* « renaissance », mouvement culturel identitaire à connotation politique qui facilita la constitution d'une élite instruite et revendicative, voire révolutionnaire qui oscillera entre intégration et opposition radicale au pouvoir

ottoman. C'est dans ce bouillonnement intellectuel de la *Nahda* que vont apparaître les prémices du nationalisme arabe, au Levant et en Égypte, avant que le *chérif* de La Mecque ne s'y rallie pendant la première guerre mondiale.

Enfin, il faut noter l'installation d'immigrants juifs européens en Palestine. Si ce mouvement a toujours existé, faiblement, il s'amplifie à partir de 1881 en raison des pogroms qui éclatent dans l'Empire russe (1881-1884). Cette première *aliyah* (« remontée, retour » 1881-1891) ne concerne qu'une dizaine de milliers d'immigrants, la majorité des émigrants juifs européens partant vers l'Amérique du Nord. Mais le développement de l'antisémitisme en Europe occidentale (émeutes à Londres entre 1885 et 1890, affaire Dreyfus [1894-1906]) amène la constitution du mouvement sioniste (1897) qui obtient le soutien du Royaume-Uni (déclaration Balfour, 1917), et entraîne un accroissement de l'immigration juive en Palestine.

L'affirmation du nationalisme juif

Le nationalisme juif prend une forme organisée au tournant du siècle. Le mouvement sioniste fondé par Théodore Herzl constitue une variété du nationalisme ethnique très répandue dans l'Europe centrale et orientale au XIX^e siècle, parmi les peuples séparés et opprimés habitant ces régions (Pologne et Russie surtout). Ce nationalisme ethnique et colonialiste généralisé se définit non seulement par ce qu'il inclut mais aussi par ce qu'il exclut. Pour la totalité des mouvements nationalistes européens l'exclusion des Juifs est une évidence.

Les masses juives en Europe orientale connaissent une crise profonde avec l'irruption brutale du capitalisme industriel qui déstabilise une formation économique et sociale ancienne dans laquelle elles ont une place importante; elles sont alors touchées par un chômage endémique et par un antisémitisme populaire virulent avec les pogroms de 1881-1882 en Russie.

Cette situation provoque dans la communauté juive deux types de réactions : d'un côté se battre sur place, de l'autre partir.

Se battre sur place : c'est la lutte pour l'émancipation sociale et nationale, pour le socialisme. C'est la constitution du *Bund*, mouvement ouvrier juif, qui se bat dès la fin du XIX^e siècle contre l'oppression nationale et sociale et qui revendique une autonomie culturelle fondée sur la langue yiddish. C'est d'autre part l'engagement de l'*intelligentsia* juive dans le mouvement révolutionnaire européen qui, au nom de l'universalisme, voyait dans la révolution une solution qui aurait garanti automatiquement l'identité juive.

Partir : c'est l'exode massif, entre 1880 et 1920 plus d'un tiers des juifs européens quittent leur pays de naissance, en grande majorité vers les États-Unis, pour une petite minorité vers la Palestine, sans oublier ceux qui vont vers l'Europe occidentale et centrale.

Ce qui fera la force du sionisme pourtant resté très minoritaire c'est d'avoir dès le début parié sur l'impossibilité de l'assimilation, la vanité de la révolution, la pérennité de l'antisémitisme. C'est sur cette triple conviction que va triompher l'idée de l'« État-juif » : après avoir été minoritaires dans tous les États européens les Juifs seront enfin majoritaires dans leur État.

Toutefois les obstacles à la création d'un État-nation distant de milliers de kilomètres des lieux d'origine de ses initiateurs sur une terre où vivent depuis longtemps d'autres peuples, gouvernée par un vaste et puissant État représentant une autre religion, auraient été insurmontables sans la présence d'un autre facteur qui va transformer le sionisme : l'appui de l'impérialisme britannique à la création d'« un foyer national du peuple juif » en Palestine. Derrière cette décision liée à la guerre interimpérialiste (et à la volonté britannique de contrôler la route terrestre des Indes), il y a une culture protestante – à l'origine du sionisme chrétien – qui privilégie le retour des Juifs en Terre Sainte.

Avec la « Déclaration Balfour » le sionisme acquiert alors sa double nature particulière : un mouvement nationaliste ethnique inséré dans un processus de colonisation européen qui se donne la tâche de construire un État-nation ethniquement homogène dans un environnement hostile. Cela ne pouvait être réalisé qu'en créant une communauté « séparatiste » et une société autonome complète et pas seulement une classe dominante, mais une « nation juive autocentrée » unifiée par une religion commune, une langue commune, l'hébreu, et une histoire largement mythique (une « mythistoire » selon Shlomo Sand), et par une idéologie nationaliste sans cesse inculquée.

Un autre aspect particulier : dès le début elle fut une société de colons privée d'une terre d'origine, de métropole, une colonie non issue d'une mère patrie, d'où la nécessité de la présence du pouvoir impérial britannique du mandat, avec sa force militaire qui va réprimer toute révolte palestinienne et briser la société politique palestinienne qui représentait le premier mouvement national palestinien.

Du nationalisme panarabe au nationalisme palestinien autonome

C'est dans le cadre du réveil arabe dans l'empire ottoman que se répand l'idée, d'origine européenne, de l'État-nation autour d'un peuple ayant une même langue. Se définir comme nation arabe va prendre en Palestine, touchée à partir des

années 1880 par l'immigration des Juifs russes et l'acquisition de terres par les colonies juives, une coloration particulière. Ainsi naît une conscience identitaire palestinienne. Mais le mouvement national palestinien naissant se situe d'emblée dans le mouvement panarabe et met sa confiance dans les autorités étatiques arabes pour défendre sa cause.

Pendant la période du mandat la protestation palestinienne se poursuit sans discontinuer jusqu'en 1939. Elle culmine dans la révolte armée de 1936-1938, réprimée dans le sang et par la déportation massive des dirigeants syndicalistes arabes, musulmans et chrétiens. La direction du mouvement national reste pour l'essentiel dans les mains des « féodaux », une aristocratie foncière composée de grandes familles (Husseini, Nachachibi, Khalidi, *et cetera*) qui tirent leurs revenus des domaines cultivés par les *fellahs*. Et parfois de ventes de terres aux organismes sionistes, qui installent leurs colons en chassant les paysans palestiniens.

Faute d'une direction politique autre que celle des grands propriétaires fonciers la protestation des masses prend une forme spontanée, prépolitique et parfois chauvine et fanatique. Ce fut le cas en particulier en 1929 dans le massacre de Juifs à Hébron.

Le développement du nazisme accroît massivement l'immigration juive. Le nationalisme arabe palestinien se radicalise et devient un mouvement de masse. Grève générale insurrectionnelle et révolte armée contre des objectifs britanniques et juifs vont constituer la première guerre d'indépendance. La direction politique est assurée par le Haut Comité arabe regroupant plusieurs partis récents, sous la direction du très réactionnaire *mufti* de Jérusalem Hadj Amin al-Husseini. Démarrant dans les villes, les émeutes débouchent sur une rébellion armée des campagnes avec activités de bandes, sabotages, attaques de colonies juives, une authentique jacquerie. En même temps cette révolte ancre dans la mémoire et dans l'imaginaire de la société palestinienne la notion de résistance populaire de masse.

Les Britanniques viennent à bout de la révolte en renforçant leurs effectifs, en armant les colonies juives et en exploitant les divisions claniques de la société palestinienne et avec l'appui des dirigeants arabes des États voisins.

Sans cette répression qui a renforcé le nationalisme juif et décimé la société politique palestinienne on ne peut comprendre les événements de 1939 à 1948 et la relative impuissance des Palestiniens pendant cette période.

Mais la situation inégalitaire issue du plan de partage onusien de 1947 (quoi que l'on puisse penser du principe même de ce plan) est grosse d'un conflit dont on ne voit toujours pas la fin 73 ans après. La seconde fiche qui paraîtra sur ce sujet traitera d'une façon chronologique du plan de partage jusqu'à aujourd'hui.

Préparer la relève

Depuis longtemps et comme de nombreuses associations, l'AFPS est soucieuse d'assurer « la relève » dans les rangs de ses militants. Notre combat pour le respect des droits du peuple palestinien doit se poursuivre et, à l'image de la lutte en Palestine, il doit s'adapter à l'évolution de la situation, ici et là-bas, et à l'arrivée de nouvelles générations de militant.e.s.

C'est dans cet objectif que le groupe de travail « La jeunesse avec la Palestine » a été créé ; pour trouver les moyens d'entrer en contact avec les jeunes, les accueillir, leur permettre de trouver leur place, valoriser et partager des rythmes, des formes d'actions et d'informations qui leur sont propres.

Une des demandes principales de celles et ceux qui nous contactent est d'aller sur place, de rencontrer les jeunes Palestiniens.ne.s. Comme pour leurs ainé.e.s, c'est souvent un événement qui fonde leur engagement. C'est dans cette optique que nous avons organisé les missions Jeunes, en été et à l'automne.

Pour ceux qui veulent agir ici, à nous de créer le lien. La confrontation entre la Palestine et Israël est essentiellement une guerre d'images. Il nous faut déconstruire les idées reçues, les images caricaturales des Palestiniens.ne.s véhiculées massivement par la propagande israélienne et ses relais en France, les amalgames déshonorants (antisémitisme/antisémitisme).

Nous avons donc une grande responsabilité dans ce travail d'explication, d'information auprès de la jeunesse, que ce soit dans les lycées, à l'université mais aussi au cours d'événements culturels, à travers le théâtre, la musique, le cinéma.

La jeunesse appelle la jeunesse

Le GT « La Jeunesse avec la Palestine » a engagé un programme de volontaires en service civique. Ce statut offre à des jeunes, intéressé.e.s par l'international, la possibilité de s'engager pendant plusieurs mois et d'apporter à notre action leur énergie, leurs regards différents, leurs pratiques de la communication et des réseaux.

Mélanie et Reinette sont les premières lauréates de ce programme, la première, au siège de l'AFPS à Paris, la seconde au sein du CECP⁽¹⁾. Nous leur donnons la parole !

MÉLANIE : « Arrivée à Paris en septembre, c'est avec beaucoup d'enthousiasme que j'ai commencé ma mission de

service civique au sein de l'Association France Palestine Solidarité en partenariat avec la Coalition Civique pour les droits des Palestiniens à Jérusalem. En raison de la crise sanitaire, je n'ai pas pu partir à Jérusalem mais je travaille avec eux à distance depuis le siège de l'AFPS à Paris.

Cette mission représente pour moi la continuité de mon engagement dans la défense des droits fondamentaux. Après avoir été bénévole au sein de l'association Laylac dans le camp de réfugiés de Deheisheh, j'ai décidé de m'investir de manière plus concrète dans une association de défense des droits des Palestiniens.

Mon travail tourne autour de deux axes : l'appui au groupe de travail « La Jeunesse avec la Palestine » et l'appui au travail mené par la Coalition civique pour s'opposer aux démolitions, aux expulsions, aux transferts forcés et à toutes les mesures discriminatoires prises à l'encontre de la population palestinienne de Jérusalem par Israël.

Il s'agit de créer des outils et des supports accessibles afin de sensibiliser le plus grand nombre – et notamment les jeunes – à la situation des Palestiniens de Jérusalem. Depuis sa création, Israël met en place une politique d'effacement de l'identité de la population palestinienne. L'objectif des autorités israéliennes à Jérusalem est clair : modifier sa composition démographique afin de créer une supériorité juive israélienne de 70 % et une minorité arabe palestinienne de 30 % (selon la doctrine, « le plus de terres possible avec le moins de Palestiniens »). Deux dynamiques sont à l'œuvre : d'un côté, le transfert forcé de la population palestinienne grâce à l'établissement de lois discriminatoires organisant les expulsions, les démolitions, les arrestations et les révocations de carte de résidents. De l'autre, la création d'une continuité territoriale entre Jérusalem-Ouest et les colonies établies en territoire occupé via un réseau de routes, de tramway, l'application du droit israélien dans les colonies, la construction du Mur. Ces pratiques constituent, de fait, des violations graves du droit international, du droit international humanitaire et des droits humains.

(1) Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine

Étudiante à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), ce volontariat au sein de l'AFPS me permet de réinvestir les connaissances acquises pour mon mémoire sur la dépaletinisation de Jérusalem-Est dans le cadre de mon master 1, sous la direction de Didier Billion. »

REINETTE : « Titulaire d'une licence en relations internationales de la *School of Oriental and African Studies* (SOAS) à Londres, j'ai intégré l'AFPS en lien avec la Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (CECP) en septembre. Ce volontariat est une suite logique de mon engagement pour les droits du peuple palestinien, commencé au lycée et développé lors de ma licence, où j'ai pu prendre part à de nombreuses conférences sur l'actualité en Palestine et soutenir la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions de mon université.

Actuellement à Bruxelles, je travaille à 80 % pour la CECP, cette organisation qui coordonne le travail de 44 associations européennes, dont l'AFPS, pour confronter l'Union Européenne aux violations récurrentes du droit international par l'État d'Israël. L'organisation porte son action auprès du conseil de l'Europe, des responsables de la Commission et des parlementaires. Je suis chargée de coordonner les actions de lobbying, par la rédaction des documents nécessaires, le contact et le suivi avec les représentants européens, ainsi que la conduite des réunions.

Le reste de mon temps est consacré au travail que j'effectue avec Mélanie sur la mobilisation des jeunes au sein de l'AFPS. Nous essayons d'apporter notre propre regard sur la stratégie du groupe de travail "La jeunesse avec la Palestine" en mettant en place des événements destinés à sensibiliser les 16-30 ans, comme des webinaires réalisés en partenariat avec des organisations étudiantes.

Mon engagement au sein de ce groupe de travail vient du constat de plus en plus fréquent sur le désintérêt des plus jeunes pour la question palestinienne, malgré un engagement politique très fort sur d'autres sujets. Avec Mélanie, j'essaye d'identifier les causes de ce désintérêt, selon moi majoritairement lié au manque d'information et au travail de propagande des services de communications israéliens et leurs relais en France quant à la confusion entre antisionisme et antisémitisme. La lutte pour les droits du peuple palestinien n'a pas une image qui fonctionne avec les modes d'engagement des jeunes et nous devons réfléchir à des manières de prendre en compte cette réalité. C'est pourquoi nous travaillons également sur la possibilité de mettre en place, au sein de l'AFPS, une communication dédiée aux jeunes. »

Mélanie et Reinette

Conférences et webinaires

Dès son arrivée, un des premiers engagements de Reinette fut de chercher des associations d'étudiants avec lesquelles l'AFPS pourrait organiser des conférences sur la question palestinienne. Rapidement les contacts avec FFIPP⁽¹⁾ Bordeaux et FFIPP Grenoble se sont concrétisés, et ce d'autant plus facilement que les deux groupes locaux (Palestine 33 et le groupe local Isère Grenoble) collaborent de longue date avec les antennes de FFIPP.

Le FFIPP est un réseau européen d'éducation sur les Droits de l'homme en Israël et Palestine, ayant plusieurs antennes dans différentes universités. Après une réunion avec les étudiants de Bordeaux, tous les membres se sont accordés sur l'organisation d'un événement mettant en valeur la parole d'étudiants palestiniens impliqués dans

les organisations de la société civile palestinienne. Le projet était de sensibiliser les étudiants français à la situation en Palestine à travers une conversation avec des étudiants d'un âge similaire, dont la vie est partiellement dictée par l'État d'Israël.

La collaboration étroite entre le bureau national de l'AFPS, Palestine 33, et l'organisation étudiante FFIPP Bordeaux présentait de nombreux avantages. Chaque organisation avait un rôle précis. Le groupe local (GL) Palestine33 et l'AFPS avaient pour mission de rechercher les intervenants et de gérer le déroulé de la conférence. FFIPP devait s'assurer de la technique et de la création du visuel de l'événement. Ainsi, de nombreuses réunions ont permis de réunir des intervenants engagés dans différentes thématiques : Sami, coordinateur du mouvement de résistance *Youth of Sumud* dans les collines d'Hébron, étudiant en

droit ; Somaia, coordinatrice des activités de *We Are Not Numbers*, ancienne étudiante en traduction à Gaza ; Dana, chercheuse en droit à l'université de Birzeit à Ramallah et membre du réseau *Al Shabaka*, et enfin Hazar, étudiante en études européennes à l'université de Birzeit et artiste de cirque. Malheureusement, par suite d'un décès dans sa famille, Hazar n'a pas pu rejoindre la discussion.

La conférence était organisée autour de deux questions : quel est l'impact de l'occupation sur votre vie quotidienne et vos études ? Comment se matérialise votre engagement au sein de vos différentes organisations ? Les intervenants ont également pu partager leurs perspectives sur la résistance de la jeunesse en Palestine. Un temps de question a été laissé à la fin des interventions, permettant d'ouvrir la conversation.

Avec le FFIPP Grenoble, Reinette a proposé d'organiser une conférence sur la loi État-nation du peuple juif, ce qui a tout de suite intéressé les étudiants de l'IEP⁽²⁾. Ce sont Nada Awad, de l'Institut du Caire pour l'étude des Droits de l'homme, Eitan Bronstein de *De Colonizer* et Thomas Vescovi, chercheur indépendant en histoire et ancien membre du bureau national de l'AFPS qui ont présenté les grands enjeux de cette loi.



Les questions étaient orientées vers les causes de la loi, à la fois dans le contexte actuel de la société israélienne et dans l'histoire du mouvement sioniste en Palestine, et ses conséquences. Eitan Bronstein a abordé ces deux thèmes en lien avec le contexte israélien, Nada Awad a donné une présentation de l'ensemble des lois d'apartheid et de ses conséquences sur le peuple palestinien. Enfin, Thomas Vescovi a proposé une vision plus internationale en inscrivant cette loi dans le mythe du « clash des civilisations ».

Ces deux rendez-vous ne se seraient pas tenus sans l'implication de Reinette et la volonté du groupe de travail de l'AFPS La Jeunesse avec la Palestine. La collaboration entre les groupes locaux, le bureau national et les organisations étudiantes ont donné lieu à de multiples concertations et à l'émergence d'idées novatrices. Ces expériences sont à renouveler et à mutualiser quand les rencontres en présentiel pourront reprendre entre groupes locaux de l'AFPS et associations étudiantes ou organisations de jeunesse.

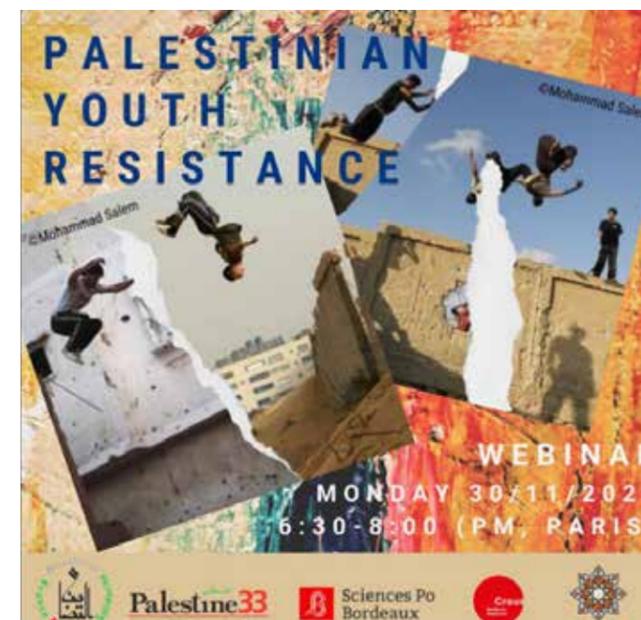
Juliette

(2) Institut d'Études Politiques

Vous pouvez retrouver ces conférences sur le site de l'AFPS :

<https://www.france-palestine.org/Webconference-Loi-sur-l-Etat-Nation-du-peuple-juif-39187>

<https://www.france-palestine.org/Conference-Palestinian-Youth-Resistance>



(1) réseau européen d'éducation sur les Droits de l'homme en Israël et Palestine

Un aperçu de Jérusalem dans le régime d'apartheid israélien

Le régime d'apartheid israélien est une réalité imposée à tous les Palestiniens. Tout au long des années, Israël a divisé les Palestiniens pour aboutir à une fragmentation géographique, juridique, et politique du peuple en quatre catégories : les Palestiniens réfugiés en dehors de la Palestine mandataire, les Palestiniens qui vivent dans ce qui est devenu Israël en 1948, les Palestiniens de Cisjordanie et Gaza, et enfin les Palestiniens de Jérusalem. Cette fragmentation stratégique du peuple palestinien est un des moyens principaux permettant à Israël d'instaurer le régime d'apartheid et de s'assurer que les Palestiniens ne puissent pas vivre ensemble en tant que peuple et exercer leur droit à l'autodétermination.

Jérusalem : une étude de cas de l'apartheid israélien

Comme tout régime colonial, et afin de pousser la fragmentation des Palestiniens, Israël a créé des systèmes d'oppressions, un exemple étant les restrictions imposées au mouvement des Palestiniens. Depuis plus de 13 ans, Israël impose un blocus sur Gaza, coupant ainsi près de deux millions de Palestiniens du reste de la Palestine. Les Palestiniens de Cisjordanie ne peuvent circuler qu'en Cisjordanie, ou Israël a implanté plus de 100 barrages militaires, leur bannissant l'accès au reste de la Palestine mandataire, dont Jérusalem. Le statut de résident des Palestiniens de Jérusalem leur permet de circuler dans la

Palestine mandataire, et de voyager par l'aéroport israélien tandis que les Palestiniens de Cisjordanie, pour voyager n'ont d'autres options que d'aller en Jordanie.

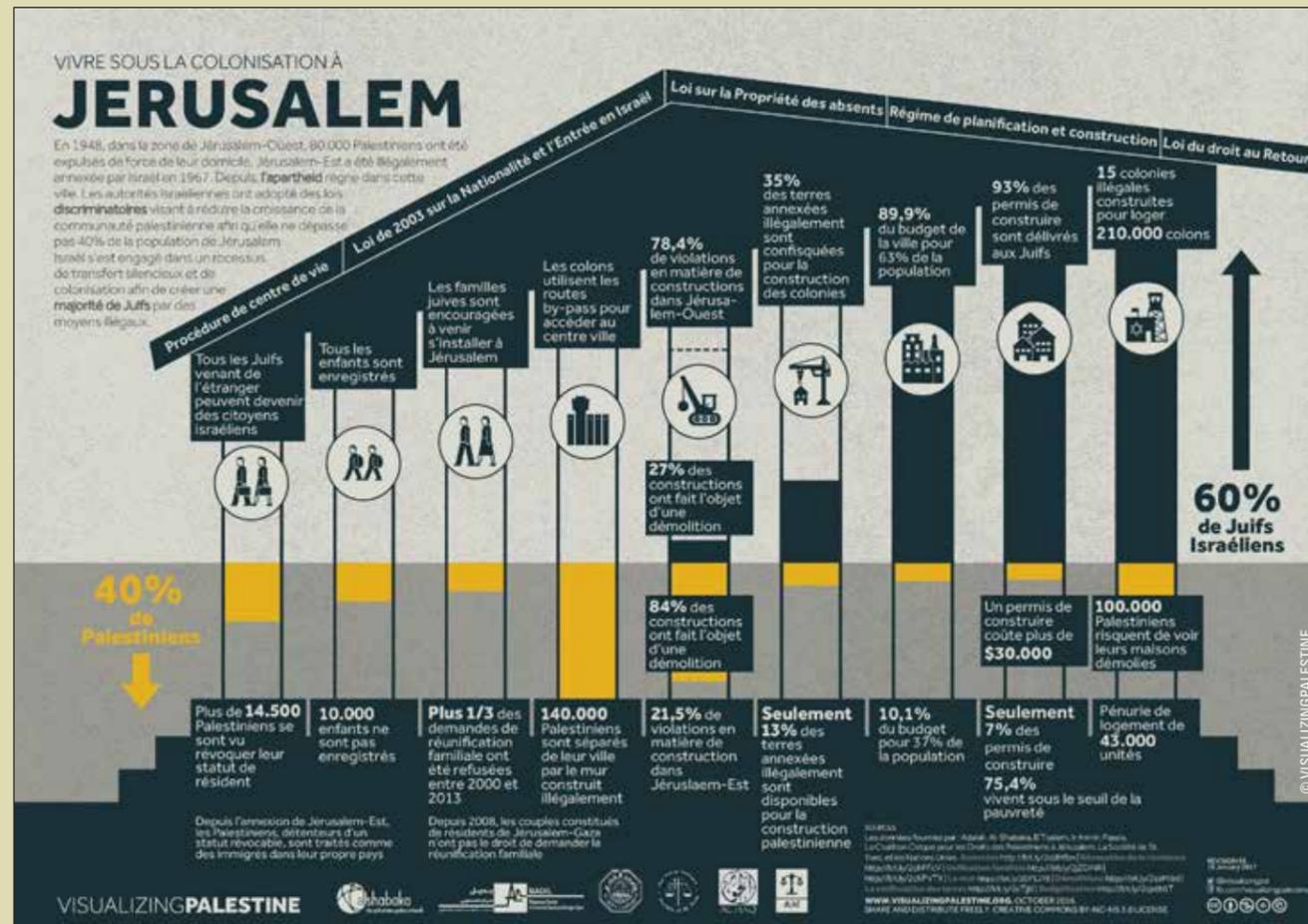
À la suite de son établissement en 1948, et suivant des campagnes d'épurations ethniques, dont l'expulsion de 80 000 Palestiniens de l'ouest de Jérusalem, Israël va légiférer l'expulsion et la dépossession des Palestiniens. La manipulation démographique de la population de la ville de Jérusalem continue aujourd'hui à travers les lois politiques et pratiques israéliennes sur la nationalité et la terre, instaurant un régime d'oppression et de domination raciale.

Dès son occupation et l'annexion de l'est de la ville en 1967, Israël considère les Palestiniens comme résidents dans leur propre ville, un statut précaire et révoquant conçu pour faciliter le crime de transfert de la population palestinienne afin d'atteindre les buts démographiques. La révocation des résidences des Palestiniens est une des politiques de transfert les plus directes. À ce jour, Israël a révoqué plus de 14 500 statuts de résidence. Depuis 2003, Israël interdit la réunification familiale entre les Palestiniens de Jérusalem et ceux de Cisjordanie et Gaza, accentuant ainsi le transfert des Palestiniens, obligés de quitter la ville pour vivre avec leurs conjoints.

La politique de planification urbaine israélienne a été conçue pour transférer les Palestiniens de Jérusalem. Ceux-ci ont le droit de construire dans 13 % de l'est de la ville de Jérusalem seulement, des parties qui sont déjà densément bâties. De plus, Israël n'octroie qu'un nombre très limité de permis de construire aux Palestiniens. Obligés de construire sans permis, 90 000 Palestiniens de Jérusalem vivaient avec le risque de démolition selon OCHA. Depuis 2009, Israël a démoli plus de 2 180 maisons à Jérusalem, déplaçant ainsi près de 4 000 Palestiniens. En contrepartie, Israël ne cesse de développer les colonies dans l'est de la ville.

Une leçon que nous avons apprise de l'histoire, c'est que les systèmes d'oppression et de domination ne sont pas défaits par les groupes au pouvoir qui bénéficient de l'impunité pour les violations commises. La société civile a joué un rôle central dans la mobilisation contre l'apartheid en Afrique du Sud. Il est temps, aujourd'hui pour la communauté internationale de reconnaître et combattre l'apartheid israélien.

Nada Awad



À Silwan, résistance et solidarité

Silwan, quartier palestinien de Jérusalem-Est, adossé à la Vieille Ville, est la cible des colons parce qu'il occupe une place de choix dans la stratégie israélienne du « Grand Jérusalem ». L'actualité de la fin de l'année 2020 confirme que c'est aussi un lieu de résistance des populations palestiniennes à l'occupation, où la solidarité est essentielle.

Silwan au cœur d'une politique globale du « Grand Jérusalem »

L'installation de l'ambassade étatsunienne a été un accélérateur des actes de colonisation et de nettoyage ethnique de Jérusalem par Israël. La municipalité poursuit l'objectif de redessiner la ville et d'y réduire à 30 % la population des Palestiniens.

Cette stratégie est confirmée par l'autorisation donnée à la construction de 6 500 unités d'habitation dans les colonies qui font partie du périmètre municipal israélien de Jérusalem (au nord, dans la colonie de Ramat Shlomo et au sud, dans la colonie de Givat Hamatos), ou qui le jouxtent (dans la zone E1 à l'est), une stratégie destinée à isoler les

quartiers palestiniens du reste de la Cisjordanie.

À Jérusalem, l'année 2020 a aussi été marquée par une accélération des destructions : 165 structures dont 101 résidences ont été démolies (bilan de l'OCHA au 31 octobre, voir encadré page 18).

Année noire pour les institutions palestiniennes

En juillet dernier plusieurs raids ont été menés par l'armée israélienne contre des centres culturels palestiniens, au cours desquels leurs directeurs ont été arrêtés. Par ailleurs, cédant à la pression israélienne, l'Union européenne a instauré un financement conditionnel des ONG, assimilant ces



Sur leur maillot, la devise des jeunes de Silwan qui est un vers de Mahmoud Darwish : « nous serons un jour ce que nous voulons être »

dernières à des éléments potentiellement liés au terrorisme. Les arrestations à répétition du gouverneur illustrent l'objectif d'Israël : effacer l'identité culturelle, le patrimoine et la présence politique palestinienne à Jérusalem.

Un quartier stratégique pour l'autorité d'occupation et les colons

Silwan est un quartier palestinien de plus de 50 000 habitants, adossé au sud-est de la Vieille Ville. La population de Silwan est très modeste et enregistre l'indice socio-économique le plus bas de Jérusalem. Les Palestiniens paient des taxes locales très élevées, condition *sine qua non* du maintien de leur statut juridique de « résident permanent ». Mais en retour, le manque de services sociaux et d'infrastructures publiques dans les domaines éducatifs, sociaux, de la santé... est criant. Les familles vivent dans l'incertitude constante du devenir de leur logement.

Sous couvert d'hypothétiques revendications historiques et religieuses rassemblées au sein du projet de « Parc de la Cité de David », les fouilles archéologiques et les associations de colons radicaux « *El Ad* » et « *Alteret Cohanim* » agissent comme les deux bras actifs de l'autorité israélienne pour continuer la colonisation.

Aujourd'hui, 450 colons habitent Silwan regroupés dans 45 sites. Ils instaurent un climat de violence. Les arrestations

fréquentes et les restrictions de mouvement créent un climat oppressant, pour obliger les Palestiniens à quitter la ville.

Règles urbaines et projets spécifiques de l'autorité d'occupation

De 1967 à 2017, sur l'ensemble de Jérusalem-Est, seuls 5 000 permis de construire ont été accordés à la population palestinienne qui est passée dans le même temps de 72 000 à 340 000 habitants. Ceci explique que près de 100 000 d'entre eux habitent des maisons construites sans permis et donc, menacées de démolition.

Depuis 1967 à Silwan, en dehors des projets des colons israéliens, la municipalité de Jérusalem a toujours refusé de voter un plan de développement global (*Master plan*). Par conséquent, aucune famille n'a la possibilité, « toute théorique », de déposer un permis de construire. Aucune route, aucun espace public n'ont été aménagés dans un quartier qui s'est densifié. La municipalité a toujours refusé les plans de développement alternatif élaborés par les habitants de Silwan à travers leurs comités.

Les démolitions se sont accélérées ces 10 dernières années. Par ailleurs, plusieurs centaines de familles sont menacées, à la suite des décisions de justice dont il convient de rappeler l'illégalité car contraires au droit international en cas d'occupation, au titre notamment de la IV^e convention de Genève de 1949.



Un climat oppressant afin de forcer les Palestiniens à quitter Jérusalem

Notons les expulsions, déposessions illégales et menaces particulières dans plusieurs zones de Silwan :

➤ À **WADI HILWEH**, sur la pente sud de la Vieille Ville, délégation a été donnée par l'autorité d'occupation, à l'association des colons *El Al* pour l'aménagement, puis l'extension, du « Parc archéologique de la Cité de David ». *El Al* a aussi fait valider par les autorités d'urbanisme le projet du centre Kedem, le plus grand centre touristique de Jérusalem. En 2019, la Cité de David a été visitée par 1 million de touristes et de scolaires. Elle sert de justification à la colonisation de Silwan. La poursuite de l'excavation du tunnel, ancienne voie souterraine d'assainissement de l'époque romaine, fragilise des maisons menacées d'effondrement et désormais trop dangereuses à occuper. L'ensemble de ces projets et l'instrumentalisation des fouilles sont contestés par une association d'archéologues israéliens *Emek Shaveh*⁽¹⁾ qui propose des visites alternatives et dénonce les annexions par les colons.

➤ À **AL-BUSTAN**, la municipalité a promulgué une directive visant à la confiscation de 70 % de la terre et la démolition de 88 maisons afin de permettre l'extension du « Parc de la Cité de David ». Cédant à la mobilisation locale et internationale, le maire de Jérusalem a retiré l'initiative. Mais le projet alternatif élaboré par les habitants d'Al-Bustan a été rejeté par la municipalité.

➤ À **WADI YASUL**, le plan « *green area* » d'extension de la forêt explique les menaces de démolition de 44 maisons. Cinq infrastructures ont été démolies en 2020.

➤ À **BATN AL-HAWA**, le tribunal du district vient de rejeter l'appel de 3 familles et de décider de leur expulsion de leurs maisons au profit de l'association des colons, *Alteret Cohanim*. Au total, 88 familles ont reçu des avis d'expulsion, soit près de 700 personnes, à la suite d'une décision de la Haute cour israélienne. Elle s'appuie sur la loi dite de « propriété des absents » (1970) qui stipule que leur maison a été construite sur un terrain appartenant, avant 1948, à des familles juives dédommagées pour aller habiter à Jérusalem-Ouest. Ces décisions contraires au droit



Les démolitions se sont accélérées

international en territoire occupé permettent l'installation de nouveaux colons.

Sur le terrain : missions récentes à Silwan

Dans le cadre de la coopération décentralisée coordonnée par le RCDP⁽²⁾, 15 collectivités territoriales françaises sont engagées depuis deux ans dans le programme *JeR'Est*, avec le centre social et culturel Al-Bustan. Des activités éducatives sont organisées en direction des enfants, des jeunes et de leurs familles. Cette coopération prolonge celles, déjà anciennes, d'ONG et d'associations comme L'Olivier (Corbeil-Essonnes).

(1) Association d'archéologues israéliens *Emek Shaveh* « Construire des ponts et renforcer les liens entre les peuples et les cultures »
Sur Internet : emekshaveh.org/en/

(2) Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine

Démolitions à Silwan

(Statistiques de l'OCHA)

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires BACH, ou OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), est un département du Secrétariat de l'ONU

De 2009 à 2019 :

- > 157 structures démolies, dont 46 résidences,
- > 247 déplacées,
- > 769 personnes affectées,
- > Parmi les structures démolies : 46 résidences, 20 liées au cadre de vie, 2 liées aux services eau et assainissement, 34 structures liées à l'agriculture.

Sur l'année 2020 (au 31/10) :

- > 17 structures démolies, dont 7 résidences,
- > 49 personnes déplacées
- > 68 personnes affectées

Plusieurs missions sur place de formateurs et d'élus locaux permettent de mieux appréhender les situations humaines complexes. D'abord, le poids du contexte général avec la hantise des expulsions, les discriminations dans l'accès aux services publics, en particulier à l'éducation et à la santé, qui marquent un fort ressenti d'exclusion et de déni d'humanité.

Ce contexte est exacerbé par un quotidien de violences subies, de la part des colons et de l'armée d'occupation, notamment les arrestations d'enfants et d'adolescents qui ont de lourdes conséquences psychologiques. La situation rapportée par deux travailleurs sociaux français sur place lors de l'arrestation d'un enfant condamné à rester enfermé chez lui sous la responsabilité imposée à ses parents par l'occupant, témoigne de graves conséquences intrafamiliales.



En résistance : affirmer le droit de vivre à Silwan

Le Centre social résonne de toutes ces exactions et le soutien aux familles prend une place centrale face à ces situations traumatiques. Il en est de même pour le soutien psychologique aux équipes de bénévoles.

Pourtant, les coopérants restent enthousiastes et portent haut l'ambition culturelle et sociale des actions réalisées, des rapports humains et fraternels, des moments de vie et des projets partagés. L'implication, le dynamisme de jeunes du quartier et l'engagement des femmes dans la vie du centre sont tout à fait exemplaires. Les capacités d'organisation et d'adaptation à l'évolution de la réalité quotidienne sont remarquables ; en cette période sanitaire de pandémie, l'organisation de la solidarité alimentaire ou le soutien éducatif aux enfants et jeunes déscolarisés sont particulièrement importants.

Silwan, quartier de résistance et de solidarité

Les menaces de démolition se sont accélérées, en particulier dans la zone de Batn al-Hawa. Le comité de défense vient d'installer, en décembre 2020, une grande tente de *sit-in*, de résistance et de solidarité, occupée et animée par les habitants. Ce lieu a permis des rencontres avec des délégations diplomatiques représentant des consulats (dont la France) et des ONG internationales. De nombreux entretiens sont accordés à la presse et aux médias nationaux et internationaux.

Cet acte n'est ni ponctuel, ni isolé. Il est l'une des formes de résistance pour combattre les expulsions et affirmer le droit de vivre à Silwan comme dans tout Jérusalem-Est, les Palestiniens restent chez eux ! Ils s'organisent dans le comité de défense de la terre à Silwan et développent la solidarité entre les habitants. Ils s'appuient sur le travail opiniâtre de la *Civic Coalition*, organisation des Droits de l'Homme, pour faire respecter les droits des populations occupées à travers des batailles juridiques devant les tribunaux. Ils communiquent à l'échelle internationale et appellent à l'action solidaire pour leurs droits et leur avenir.

Je voudrais remercier Zakaria Odeh, coordinateur de la Coalition civique pour les droits des Palestiniens à Jérusalem, qui m'a aidé à décrypter les enjeux de la situation et son actualité.

En conclusion, je tiens à relayer son message de remerciements à ceux qui le soutiennent et à la solidarité des militants français qui font pression sur le gouvernement français et sur l'Union européenne. Il faut que la France soit à l'initiative pour les droits et la protection du peuple palestinien. ■

JB

Même confinée, la culture palestinienne reste vivante

Des projets culturels ont dû être annulés ou reportés, d'autres se sont finalement déroulés par le biais de visioconférences. Par ces temps de pandémie et de confinement, il paraissait important de revenir sur quelques initiatives qui ont pu se mettre en place récemment, en Palestine ou ailleurs.

Le Festival culturel de Bethléem du 3 au 7 décembre 2020



L'édition 2020 du festival culturel de Bethléem, en partenariat avec le théâtre Al-Harah et la société culturelle et artistique Alrowwad, est soutenue par le *British Council* et le ministère britannique du numérique, de la culture, des médias et des sports.

Le festival était initialement prévu en décembre avec une série de spectacles, de projections, d'expositions et de conférences au Royaume-Uni pour honorer Bethléem, en tant que « capitale arabe de la culture 2020 ». L'objectif était de permettre au public britannique de découvrir et d'apprécier la scène culturelle de Bethléem dans ce qui devait être la première édition d'un festival culturel annuel, indépendant, consacré à la ville palestinienne célèbre, mais finalement peu connue.

Créé par Melissa Scott – écrivaine et présidente de l'association caritative *Friends of Alrowwad UK* – le Festival culturel de Bethléem est le résultat de ses innombrables visites en Palestine, et à Bethléem en particulier. Pour cette première édition du festival, Melissa a pu compter sur les efforts inlassables des équipes de bénévoles de la Société culturelle et artistique d'Alrowwad et du Théâtre Al-Harah – dirigés respectivement par Abdelfattah Abusrour et Marina Barham, en tant que codirecteurs du festival – ainsi que sur les efforts d'une équipe de production mixte au Royaume-Uni et à Bethléem.

Lancée par une visite à pied du mur avec de jeunes artistes palestiniens, l'arrivée du

Covid-19 a obligé les initiateurs du festival à tout réinventer.

Cette première édition du festival culturel de Bethléem s'est donc déroulée en ligne et a permis de partager avec le reste du monde une célébration virtuelle de la scène artistique et culturelle riche et éclectique.

La programmation de l'événement, démarrée à une échelle modeste au début de l'année, a finalement fait « boule de neige » pour inclure une variété de spectacles passionnants, de projections, de visites virtuelles, de démonstrations pratiques, de tables rondes, un souk virtuel, et plus encore, impliquant des personnalités culturelles de toutes les générations et des artistes bien établis aux côtés d'artistes émergents.

L'accès à la culture est d'autant plus urgent dans le contexte palestinien, où l'étouffement croissant de l'occupation et des politiques israéliennes fragmentent plus que jamais la société et privent la population de liberté et de ses droits fondamentaux. La frustration et le sentiment d'isolement peuvent facilement dominer dans de telles circonstances, mais la créativité, l'énergie et la détermination ont toujours distingué des générations d'artistes palestiniens. Les plus âgés, qui ont vécu des décennies de dépossession et d'abus, comme les plus jeunes, qui n'ont connu que la



Promenade culinaire dans Bethléem avec le chef Fadi Kattan



Sliman Mansour, *The Wall*

réalité de la séparation et de la ségrégation imposées à leur pays par le mur d'« annexion » et l'implacable colonisation israélienne.

À l'initiative de nombreux artistes, des institutions, et des personnalités du monde de la culture qui comprennent Abdelfattah Abusrour, Al-Harah Théâtre, Alrowwad Culturel et Société des arts, Amal Mukheirez, Chorale Amwaj, Larissa Sansour.

- Parmi les événements proposés :
- Projection de courts-métrages de trois jeunes réalisateurs de Bethléem, suivie d'un entretien de ces réalisateurs avec Annemarie Jacir.
 - Spectacles de *dabké* des centres culturels Alrowwad et Baladi.
 - Conversation entre Sliman Mansour, George Al Ama et Amer Shomali autour du mouvement des arts visuels palestiniens.
 - Deux interventions du Chœur Amwaj (Bethléem/



Le Chœur Amwaj

Hébron) : concert avec le Chœur de jeunes de l'Orchestre de Paris donné le 1^{er} mars 2020 à la Philharmonie de Paris dans le cadre du « Week-end Mahmoud Darwich » (textes en français); création du *Dalia's Song* (première mondiale) par un ensemble de 11 jeunes filles du chœur.

- Promenade le long du « mur » avec de jeunes artistes palestiniens.
- Présentation de l'installation « *While we wait* » des frères Elias et Yousef Anastas.
- Promenade culinaire dans Bethléem avec le chef Fadi Kattan.

Le Festival culturel de Bethléem voulait réussir non seulement à transmettre à son public les traits remarquables des acteurs culturels de la Palestine, mais aussi à les accompagner pendant de nombreuses années, à commencer par cette première édition en ligne, à un moment où Bethléem est à genoux en raison de la pandémie mondiale qui aggrave une situation déjà difficile.

Une initiative à laquelle on souhaite le plus bel avenir. Une initiative à soutenir et donc peut-être avec bientôt une présence française plus affirmée. À l'an prochain!

Le programme entier est à retrouver sur : <https://www.bethlehemculturalfestival.com/whats-on/>

Michel Basileo

(avec l'aimable contribution de Michele Cantoni, codirecteur du Festival Culturel de Bethléem, cofondateur du Chœur Amwaj, et directeur du projet de la Philharmonie de Palestine)

Le chœur Amwaj en perspective

Après sa tournée en France en février-mars, le chœur a poursuivi un programme intensif de formation en ligne. En septembre, il a été possible de reprendre des cours hebdomadaires en petits groupes, en plus du programme en ligne remis en cause depuis fin novembre par le confinement partiel.

Pour le moment, l'équipe sur place a dû se restreindre aux fondateurs du chœur – Mathilde Vittu et Michele Cantoni – qui ont travaillé sur plusieurs projets pour 2021 dont :

- Le report des résidences de chœurs prévus en 2020 (Chœur de jeunes de l'Orchestre de Paris, Petits Chanteurs de Lyon) et des différents projets de concerts.

- La commande d'un opéra à Camille van Lunen d'après le livre de l'auteur palestinien Waleed Daqqa (création prévue en Palestine en été 2021 avec l'orchestre du programme *Sounds of Palestine*, tournée européenne prévue en 2022).

La culture reste vivante aussi ailleurs qu'en Palestine

Quelle culture palestinienne aujourd'hui, entre « résistance et espoir » ?

Un événement vivant et réussi en visioconférence proposé par nos amis de l'association Amitié Palestine Solidarité basée à Aulnay-sous-Bois (93). Les directs ont eu lieu de Gaza, Hébron, Jénine, Londres, Ramallah et de plusieurs lieux en France.

Cette soirée de près de 6 heures aura permis de partager la richesse de la création palestinienne au travers du cinéma, du théâtre, de la littérature, de la musique ou de la gastronomie, une culture plurielle de résistance mais aussi poétique et esthétique.

Loin de la résignation, les Palestiniens inscrivent leurs actions dans la résilience et la résistance pour une Palestine libérée. Elles et ils mènent des projets, développent l'espoir et la créativité, sans oublier la nécessaire solidarité avec les Palestiniens eux-mêmes dans une crise sanitaire qui les affecte particulièrement.

Parmi la longue liste des intervenants et invités citons :

- Anwar Abou Eishah, ancien ministre de la Culture de Palestine
- Abdelfattah Abusrour, directeur du centre culturel *Al Rowwad camp Aida Bethleem*
- Abeer Hamad, fondatrice de la troupe Palestine, danse folklorique de Dabkeh
- Ziad Medoukh, universitaire, poète, Gazaoui.
- Ahmad Dari, sur la calligraphie et l'identité palestinienne
- Nadine Naous, réalisatrice franco libanaise palestinienne
- Festival ciné Palestine
- Rania Talala, restauratrice, créatrice du *concept store* Ardi à Paris

Le soutien et la solidarité internationale ont aussi été mis en avant au travers deux projets :

- Un orchestre pour la liberté au camp Aida de Bethléem
- Le développement par l'économie solidaire avec la création d'objet artisanaux

Contact Amitié France Palestine :

amitiepalestinesolidarite@outlook.fr

PriMed – La 24^e édition programmait en visio plusieurs films palestiniens

Malgré les nombreuses difficultés, près de 100 000 personnes ont accédé aux extraits de films et 12 000

visionnements en entier, 2 000 lycéens ont visionné les films pour le Prix des Jeunes de la Méditerranée. Un événement conclu par une virtuelle mais chaleureuse cérémonie de remise des prix.

<https://primed.tv>

Taha - autour du poète palestinien Taha Muhammad Ali

Une pièce majeure du théâtre contemporain palestinien proposée par l'association Arum.

En 2018, la pièce a été jouée en anglais au théâtre Al Hakawati à Jérusalem, par Amer Hlehel (auteur et interprète des versions arabe et anglaise).

Quelques lectures privées sont organisées avant le confinement, puis d'autres en visio regroupant des membres de l'AFPS, puis à destination de journalistes et médias de 14 pays différents; ainsi que des amis palestiniens (Hassan Balawi, Leila Shahid, Salman El Herfi, Anwar Abu Eishah). Ces lectures ont reçu un franc succès et de nombreux messages de soutiens. Certains groupes locaux de l'AFPS ont manifesté leur souhait d'organiser une tournée dans leur région.

Un dossier pédagogique a été élaboré, disponible sur demande

Contact : Sylvain Machac, comédien et metteur en scène : sylvain.machac@gmail.com

Le Festival Ciné-Palestine

Organisé par l'association du Festival du film palestinien à Paris, il s'est déroulé en virtuel du 10 au 15 novembre 2020, permettant de voir certains films et documentaires, notamment le très bon film d'Emily Jacir *Letter to a friend* qui raconte dans les moindres détails une maison et une rue de Bethléem; *Son of the streets* de Mohammed Almughanni (Liban, 2020, 33 min); *Him and I* d'Ibrahim Handal (Palestine, 2018, 13 min); *The bomb* de Dima Hamdan (Allemagne, 2019, 21 min); *Tiny soul* de Dina Nasser (Jordanie, 2019, 85 min).

Plus d'informations et contact :

<https://www.festivalpalestine.paris>

Michel Basileo

Échos des réunions du Conseil national de novembre et de décembre

Pour la continuité de la vie de l'AFPS nous avons dû apprendre à travailler à distance ! Après quelques réglages, avec l'aide précieuse d'une petite équipe « technique » dédiée à anticiper et résoudre les questions de sécurité et s'assurer la participation de tous les membres... Le Conseil national a pu se réunir le 1^{er} novembre 2020 par visioconférence avec 38 participant.es.

Alors que l'avis des groupes locaux avait été recueilli en amont, ce CN a pris acte de l'impossibilité d'organiser le congrès les 14 et 15 novembre tel qu'il avait été prévu avant l'annonce du confinement le 28 octobre.

Il a décidé d'organiser le congrès en deux sessions :

- › La 1^{re} limitée à l'élection du nouveau CN, sous la forme d'un vote par correspondance.
- › La 2^{de}, que le nouveau CN aura le mandat impératif d'organiser dès que les conditions seront réunies pour le faire ; qui permettra de débattre du rapport d'activité, du rapport financier et du rapport d'orientation et de les adopter dans leur forme définitive.

Une invitation a été faite à tous les délégués, aux candidat.es, ainsi qu'aux CN de se connecter pour assister à une séance d'information sur ces modalités.

Ainsi le 14 novembre ce sont au moins de 165 personnes (parfois à 2-3 derrière un écran) qui étaient réunies pour échanger !

Cette rencontre a été l'occasion de « recevoir » Salah Hamouri qui a pu nous expliquer sa situation personnelle et plus largement celle du danger d'épuration ethnique à Jérusalem-Est. Nous avons pu – en direct – l'assurer de tout notre soutien dans son combat.

Enfin, le 12 décembre, le Conseil national de 50 membres nouvellement élus a été réuni pour la 1^{re} fois, à nouveau en visioconférence.

À l'ordre du jour de cette réunion, l'organisation du vote secret, par clé électronique, pour l'élection du président pour ce nouveau mandat de 3 ans, la présentation succincte du fonctionnement de nos instances nationales et la proposition du recueil des besoins en termes d'information et de formations pour que tous et toutes puissent prendre leurs repères et de pouvoir assurer la marche de l'association dans les meilleures conditions. Comme vous le savez peut-être déjà, c'est Bertrand Heilbronn qui a été réélu pour un mandat de 3 ans.

MS

Élections au Conseil national – 7 décembre 2020

- | | | |
|------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| › Michel BASILEO | › Jean-Michel GELIN | › Jacques PICARD |
| › Marie-Noëlle BLAVET | › Marc GICQUEL | › Julie PIERQUET |
| › Myriam BONVICINI HEILBRONN | › René GUILLERM | › Christine POST |
| › Jacques BOURGOIN | › Bertrand HEILBRONN | › Danielle RAUCOULLES |
| › Catherine BRETON | › Jean-Marc HÉBRÉARD | › Élodie REGNOULT |
| › Juliette CAILLOUX | › Mado HERVY | › François RIPPE |
| › Chantal CANUT | › Véronique HOLLEBECQUE | › Christian RUBECCHI |
| › Moncef CHAHED | › Odile KADOURA | › Samhar SAOUDI |
| › Anne-Catherine CHARRIER | › Ahmed KASTTET | › François SAUTEREY |
| › Bruno DE BUTLER | › Thomas LANCELOT | › Mireille SÈVE |
| › Edmée DE SAINT BLANQUAT | › Gérard LAROSE | › Taoufiq TAHANI |
| › Alain DESMAREST | › François LEROUX | › Alaa Eddine TAKTAK |
| › Bernard DEVIN | › Nadège MAGNON | › Jean-Luc TOUBOULIE |
| › Carol DUBOIS | › Samia MAMMER | › Anne TUAILLON |
| › Monique ÉTIENNE | › Emmanuelle MORAU | › Thomas VESCOVI |
| › Jacques FONTAINE | › Maryline NGUYEN | › Jean-Louis VEY |
| › Jacques FRÖCHEN | › Guy PERRIER | |

Catherine Dessane nous a quittés

Infatigable militante de la cause palestinienne, Catherine a été présidente du GL de Nanterre de mars 2012 à avril 2017 et membre du Conseil National jusqu'au mois dernier après 3 mandats passés dans l'instance dirigeante de l'association.

Catherine disait souvent « Nous sommes confrontés à une bataille difficile dans des contextes qui se durcissent. L'AFPS devra continuer à se mobiliser et à y répondre pour que la question palestinienne reste centrale et comprise comme telle ». Sa réponse pour y parvenir était la poursuite du développement du mouvement de solidarité, son élargissement dans la population, chez les élu-es, en prenant appui sur les campagnes de notre association. Notamment dans celle pour le BDS avec sa participation au groupe de travail dédié.

Dans un émouvant message à notre GL, Bernard Ravenel a souligné qu'elle « était une camarade rayonnante, généreuse, toujours à l'écoute de la parole des autres [...] Refusant tout sectarisme, elle a joué un rôle déterminant dans la construction à Nanterre d'un large mouvement de solidarité avec la Palestine ».

Elle a toujours mené ses combats contre l'injustice, en Palestine et ailleurs, avec détermination, perspicacité et confiance dans la victoire. C'est avec la même détermination que cette femme si

chaleureuse a combattu courageusement une maladie qui seule pouvait mettre un terme à son engagement.

Les Palestiniens ont perdu une amie fidèle qui a animé plusieurs missions en Palestine pour mieux témoigner de leurs souffrances et de leurs résistances. Elle a toujours su rassembler pour faire mieux connaître et soutenir résolument la résistance du peuple palestinien.

Une militante qui va manquer cruellement à notre association et à la Palestine.



Taoufiq Tahani

Hommage à Simone de Bollardière

C'est avec émotion et grande tristesse que nous saluons cette grande dame qui nous quitte aujourd'hui. Son engagement est un exemple pour les générations à venir.

Simone a, toute sa vie, défendu les valeurs humaines et accompagné beaucoup de causes avec son mari Jacques Pâris de Bollardière. Nous citerons ici quelques-uns de ses engagements mais il y en a eu bien d'autres : contre la torture en Algérie. Contre les essais nucléaires. Contre l'installation de la centrale nucléaire de Plogoff. Contre l'extension du camp militaire au Larzac. Pour la sauvegarde des petites gares ; Quimper se souvient de sa présence sur les voies pour défendre la gare et sa desserte. Pour le mouvement écologiste, elle apporta son soutien à l'association « eaux et rivières de Bretagne ». Elle se disait parfois « grand-mère des verts ». Soutien à la cause palestinienne. Elle était présidente d'honneur du GL AFPS du Pays de Lorient depuis sa création en 2006 et elle participait chaque fois que sa santé le lui permettait aux assemblées générales.

Elle nous a quittés dans la nuit du 6 décembre à l'âge de 98 ans. Elle était attachée à l'esprit de justice et de paix, et croyait à la non-violence. Nous rendons hommage à sa volonté et à sa foi inébranlable dans l'humanité. Elle restera présente dans nos mémoires.

« Elle s'en est allée fatiguée, mais sereine et joyeuse » a dit sa fille dans un article du journal Ouest France.

René Guillerm



L'année qui vient de se terminer a été particulièrement éprouvante pour chacun.e d'entre nous.

En 2021, la nécessité de poursuivre notre action et de renforcer le mouvement de solidarité sera plus forte que jamais.

Nous espérons vivement que vous continuerez à partager notre combat pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Tous ensemble, poussons l'État français à mettre ses actes en conformité avec ses paroles.

Avec les Palestiniennes et les Palestiniens, nous voulons croire en un avenir possible et à l'avènement d'une paix juste et durable. C'est le sens de notre engagement.

Que la solidarité et les combats pour la justice guident nos mobilisations et nos exigences.

Que la fraternité, les succès et la joie soient au rendez-vous !

Nous le pouvons ! Nous le devons !

Toute l'équipe de rédaction de PalSol vous souhaite une riche et belle année 2021.

Trimestriel édité par l'Association
France Palestine Solidarité (AFPS)

Directeur de publication :
Bertrand Heilbronn

Comité de rédaction : Michel Basileo,
Jacques Fontaine, Jacques Fröchen,
Françoise Leblon, Jean-Marc Lévy,
Emmanuelle Morau, Jean-Paul Roche,
Mireille Sève

Président de l'AFPS :
Bertrand Heilbronn

Maquette et mise en page : Jean-Marc Lévy
CPPAP : N° 0923 G 83106

Imprimerie : Printcorp - Saint-Brieuc
6 boulevard Clemenceau - CS 10006
22099 Saint-Brieuc cedex 09

Palestine
Solidarité
janvier 2021

afps@france-palestine.org
www.france-palestine.org
Association France Palestine Solidarité
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris (M° Rue des Boulets)
Tél. : 01 43 72 15 79
Fax : 09 56 03 15 79
CCP : La Source 34 521 83 N

Trimestriel indiquant la position de l'AFPS sur la question palestinienne et apportant des informations sur la vie de l'association, les activités de ses groupes locaux et celles de ses partenaires du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Quatre numéros par an.

Abonnement :
5 € pour les adhérents à l'AFPS
8 € pour les non adhérents
Abonnez-vous !